

DENDANE Sid Ahmed,
Chronique d'un citoyen ordinaire.

Paris, L'Harmattan, 2001, 234 p.
ISBN : 978-2747517179

Outre la préface de Nadir Marouf (p.7-19), ce petit livre comporte trois chapitres (p.20-166) et un épilogue (p.167-232).

De style délié et très agréable à lire, ce livre retient l'attention et mérite une plus large diffusion. C'est un « récit sur soi et à travers soi » (p.18), un témoignage. Témoignage d'un homme (l'auteur – Rachid) et de son destin; témoignage d'une ville (Tlemcen), de sa région et de leurs profondes et rapides transformations; témoignage d'une période douloureuse pour beaucoup (la guerre d'Algérie de 1954 à 1962) et de ses affres; témoignage enfin d'un face-à-face (Rachid et son ami Arnaud) pathétique, non sans une pointe de candeur.

Le premier chapitre, intitulé « Jouvence, entre espoir et incertitudes (1936-1954) » (p.21-80), couvre toute la période qui va de la naissance de Rachid (1932) au déclenchement de la Révolution algérienne, soit, en gros, à la sortie de Rachid de l'École normale d'Oran.

Ce chapitre commence par une « rétrospective » (« Itinéraire familial », p.23-27), permettant à l'auteur de rappeler la vieille origine de sa famille et d'essayer d'en faire remonter la généalogie à l'officier turc nommé Mir ou Amir, réfugié à Aïn El Houtz au milieu du XVII^e siècle. C'est là l'occasion de rappeler le caractère sacré de ce village situé à 10 km de Tlemcen et placé sous les *karāmāt* de ses trois *wālīs*, Sidi Mansour et ses descendants directs, Sidi Abdallah et Sidi Mohammed Benali Ben Mansour; les « adieux de l'Émir » Abdelkader à la population, en 1847, dans la région de Aïn El-Houtz-Ouzidane auxquels avait assisté, « les larmes aux yeux », le grand-père de Rachid; « l'histoire de la caravane des damnés », vers 1893, transportant une partie de la population d'Ouzidane vers Ouled Mimoun (ex-Lamoricrière) pour les besoins en main-d'œuvre des colons; enfin, la nomination facétieuse au caïdat de Hammou Senoussi, un parent de l'auteur et le mien.

La rétrospective continue avec « la prime enfance de Rachid », sa naissance à Ouled Mimoun après trois sœurs, le déménagement de la famille à Tlemcen en 1935, sa scolarité en maternelle puis en primaire à l'« école indigène de garçons de la gare ». Des souvenirs remontent à la mémoire : les noms de ses maîtres français ou algériens, leur pédagogie, les matières enseignées, le contenu de certaines leçons, les classes perturbées, dans les années 1942-1945, par le rappel de quelques-uns de ses maîtres et leur

incorporation dans l'armée et par le cantonnement de soldats américains dans certaines écoles, enfin, sa brillante réussite au certificat d'études primaires en 1946.

Suit alors une évocation saisissante d'une « enfance misérable » qui était celle de Rachid et celle de la quasi-totalité des enfants dits indigènes. Pendant « les années noires » (1936-1945), Tlemcen connut en effet, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Algérie, une grande misère, faite de disettes, de restrictions et de rationnements alimentaires, d'épidémies. Le typhus tout particulièrement, mais aussi le trachome et la gale firent des ravages parmi la population de la ville et de ses environs. La « misère des paysans » était plus grande encore. Ceux-ci, conclut simplement l'auteur, « ressemblaient aux Gaulois de nos livres d'histoire ainsi qu'aux hommes des cavernes » (p.48). Rachid n'a pas manqué de noter aussi, pendant cette période, les nombreux slogans qui couvraient les murs de la ville et comment ils ont évolué avec l'évolution de la guerre et des rapports de force : le « vive Pétain » fut remplacé, vers la fin de la guerre, par « un seul but, la victoire » du général Giraud.

Dans ses « souvenirs de l'univers féminin », l'auteur rappelle quelques événements marquants de son enfance, dont celui d'une *wa'da* (fête) donnée en l'honneur du saint Sidi Addiche; il relève l'inégalité de traitement entre filles et garçons; il décrit dans le détail les nombreux et pénibles travaux domestiques qui ponctuaient les journées et les saisons de chaque maîtresse de maison, les longs préparatifs pour les fêtes de mariage, de naissance, de circoncision et de retour du *ḥaġġ*...; il relève la richesse de l'« artisanat domestique » auquel se livrent la plupart des mères de famille : travail de la laine et fabrication de tapis, couture, broderie d'or ou d'argent sur du velours ou sur du cuir, dinanderie, sculpture sur bois, fabrication de savon, de produits en alfa, en *dūm* (palmier nain) ou en terre cuite... Et chaque classe sociale avait sa « spécialité » !

Heureusement, il y a « l'entraide dans la société musulmane » pour survivre au milieu de l'indigence « perpétuelle » des Algériens ! L'auteur rappelle les nombreuses recommandations du prophète Muḥammad concernant les devoirs entre voisins. Entraide et solidarité semblent se manifester tout naturellement entre parents, amis et voisins à l'occasion d'un deuil ou d'un événement heureux. L'entraide est quasiment obligatoire entre les membres d'une même corporation lors de certains travaux périodiques importants et est appelée alors *twīza*.

Cette généreuse solidarité corporative unissait les artisans. Teinturiers, forgerons, tonneliers, tanneurs, babouchiers, cordonniers, bijoutiers, tisserands, dinandiers..., d'instinct, se regroupaient par métier

dans les quartiers de Tlemcen. « Les petits métiers » étaient nombreux, mais la vie des artisans n'était pas facile, car ils connurent de longues périodes de chômage pendant les crises de 1920 à 1945 et durent souvent changer de métier. Pour satisfaire surtout les besoins des deux Grandes guerres, des tentatives pour industrialiser partiellement l'artisanat eurent lieu à l'initiative de certains capitalistes d'origine juive ou chrétienne d'Algérie ou de Métropole : création de la Manufacture de Tapis Oriental, puis Manufacture de Textile Oranais (MTO), et de « la » SIPA (Syndicat Indigène de Prévoyance Artisanale).

Les « juifs de Tlemcen » étaient alors presque aussi misérables que les musulmans ; ils formaient une minorité très active dans le milieu artisanal, exerçant des professions spécifiques, souvent complémentaires avec les autres corporations, telles que la teinturerie, la savonnerie, la bourrellerie, la bijouterie... Ils vivaient généralement en symbiose avec la population musulmane dont ils parlaient la langue pour la plupart et dont ils avaient adopté les vêtements traditionnels. Leur synagogue était très fréquentée et la *hiloula*, le pèlerinage de trois jours sur la tombe du rabb Ephraïm Aln Kaoua, attirait des juifs de toute l'Afrique du Nord.

Le « petit commerce » vivait : les marchands ambulants étaient très nombreux et proposaient toutes sortes de produits, généralement peu encombrants pour pouvoir les transporter à travers les ruelles exiguës de la vieille ville. Les épicerie étaient aussi très nombreuses à l'intérieur des quartiers populaires, vendant souvent à crédit. L'auteur évoque enfin les « souks spécialisés » qui avaient lieu en des endroits fixes et à des moments déterminés : *sūq al-māl* (ovins, bovins, équidés), *sūq al-lban* (petit lait), *sūq al-ġzal* (laine filée et laine brute)...

Vient enfin la « formation professionnelle, politique et religieuse » de Rachid. Il s'initia au métier de tisserand et à celui de peintre en bâtiment auprès des membres de sa famille qui exerçaient ces métiers. À sept ans, il fut inscrit dans les Scouts Musulmans Algériens (SMA) et fit son serment « en français devant le drapeau scout avec la fleur à 5 pétales représentant les 5 piliers de l'Islam » (p. 67). Son chef était Miloud Bouali qui, jugé par le tribunal militaire pour avoir tiré sur le général Giraud, fut condamné à mort et exécuté en 1944. À quatorze ans, il fut initié aux rites de la prière par un camarade de quartier et décida de suivre les cours du soir donnés à la médersa de Dār al-Ḥadīṭ créée par l'Association des Oulémas Algériens en 1936. Élève au Collège de Slane et à Dār al-Ḥadīṭ, Rachid s'engagea, en 1947, dans une association politique clandestine : l'OFMA (Organisation des Frères Musulmans d'Algérie) qui a contribué à la sensibilisation sociale et politique d'une grande

partie de la jeunesse et dont les responsables furent les deux frères Mokhtar et Tedjini Haddam.

Ses études secondaires lui permirent de réussir au BEPC en 1949 et de préparer son entrée à l'École normale d'instituteurs. Là, de 1950 à 1954, il reçut une « formation polyvalente de haute qualité » qui fit de lui « un homme complet » (p. 80).

Le chapitre 2 est intitulé « Les années de braises (1954-1962) » (p. 81-166), recouvrant donc toute la période de la guerre d'Algérie. Première affectation de l'auteur comme instituteur en 1955 dans les environs de Tlemcen, son recrutement, par Omar Baba Ahmed, dans l'organisation clandestine du Front de Libération Nationale (OCFLN), sa participation à la grève générale des huit jours (28 janvier-5 février 1957) décrétée par le FLN (Front de Libération Nationale) à l'occasion de la discussion à l'ONU de la « question » algérienne, nombreuses actions de la résistance urbaine (*fidā'*) menées au cours du premier trimestre de 1957 sous le commandement de Ali Khedim, dit le « Major », explosion d'une bombe, le 4 juin 1957, à 18 heures, à l'intérieur de la médersa Dār al-Ḥadīṭ de Tlemcen fermée aux élèves depuis quelque temps et occupée par des soldats français d'origine sénégalaise, fusillade de plus de trente minutes qui s'ensuivit dans le quartier arabe de la ville dit « El-Medress » et qui fit une trentaine de morts musulmans, dont Si Benosman, l'imam de la Grande mosquée : autant de témoignages précis, vivants, vécus...

D'autres figures de la résistance de l'ouest du pays sont évoquées dans ce chapitre, tels Mohamed Abadji, Si Hassaïn B., Si Merouane (p. 91-94).

De même sont évoquées, avec force détails, la mise en place des SAS (Sections administratives spéciales) instituées par l'armée française dans les villages, et celle des Centres Sociaux d'Éducation, un service créé à l'instigation de Germaine Tillon pour la « promotion des indigènes » et rattaché au ministère de l'Éducation nationale. D'emblée, ces Centres ont gagné la confiance de la population algérienne qui les fréquentait massivement ainsi que celle du FLN. Mais très vite leur installation et leur multiplication à travers tout le pays déplurent aux Européens vivant en Algérie. Très vite aussi des arrestations d'animateurs musulmans de ces Centres ont suivi, et le démantèlement de ces derniers a été réclamé par les « pieds-noirs » partisans de l'Algérie française, soutenus en cela par certains officiers supérieurs de l'armée (p. 98-103).

L'auteur témoigne aussi de l'assassinat par l'Organisation de l'Armée secrète (OAS), le 15 mars 1962, de six inspecteurs de ces Centres sociaux (trois Français et trois Algériens, dont l'écrivain Mouloud Feraoun) auquel il a assisté (p. 103-110).

Avec l'évocation du cessez-le-feu intervenu quelques jours après cette journée sanglante, soit le 19 mars, et des fêtes de l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962 se termine ce chapitre (p. 111-117).

Le dernier chapitre du livre s'intitule : « L'Algérie d'après-guerre (1962-1996) » (p. 117-166). Nombreux déplacements de l'auteur et nombreuses fonctions occupées pendant ces premières années de la mise en place de l'État algérien : secrétaire général de la mairie de Valmy, inspecteur puis chef de service de la Jeunesse et des Sports à Béchar ; retour à Têlagh, dans le nord, comme inspecteur, et candidat malheureux aux élections municipales de cette ville ; départ en Mauritanie comme coopérant algérien, puis retour à Ben Badis, enfin à Tlemcen où il finit sa carrière comme sous-directeur de l'animation culturelle et sportive à l'Éducation nationale.

Surtout, nous suivons avec intérêt dans ce chapitre les tout premiers pas du jeune État algérien et les difficultés innombrables auxquelles il devait faire face pour continuer, avec de très faibles moyens, des compétences et un encadrement insuffisants, d'assurer la scolarité des enfants après le départ des Français. Nous percevons également les tâtonnements, les erreurs même des grandes administrations pour mettre en place des plans d'assistance médicale ou alimentaire à la population. Nous assistons enfin à la « course au pouvoir » dans toutes les institutions de l'État, ce dernier ne revenant pas forcément aux plus méritants ni aux plus compétents. Toujours avec humour et détail, l'auteur évoque certains événements vécus, tels la « guerre des Frontières » entre l'Algérie et le Maroc (octobre 1963), la mise en place rocambolesque d'une inspection académique à Béchar ou la cocasse inauguration du barrage de Djorf Et-Torba en présence du président Houari Boumédiène...

L'ouvrage se termine par un « Épilogue » ou « Correspondance avec un ami cher » (p. 167-232). C'est une correspondance qui a duré une quinzaine d'années (1978-1993) entre l'auteur, ici appelé de son vrai prénom, et Jean Arnaud, pilote d'avion retraité habitant Narbonne. Entre l'Algérien et le Français s'établit une « longue et sincère amitié » à laquelle seule la mort de Jean a mis fin. Entre le chrétien, membre actif des « Petits Frères des Pauvres » et le musulman pratiquant, un véritable dialogue s'est instauré, par-delà la Méditerranée et par-delà toutes les douleurs provoquées par la récente guerre d'Algérie. On peut lire alors des passages saisissants de vérité sur la politique, la foi, la maladie : sur la vie avec ses petits riens, sur la vie face à la mort... « Ce face-à-face à quelque chose à la fois de tendre et de pathétique », note Nadir Marouf dans sa préface (p. 19).

Le grand mérite de l'ouvrage est celui d'offrir le témoignage d'un « citoyen ordinaire » sur une pé-

riode qui, elle, ne l'était pas. Le lieu de ce témoignage ne peut être plus éloquent. Tlemcen pour l'essentiel, une ville moyenne, et sa région constituent en effet un cadre spacio-culturel idéal pour observer les bouleversements vertigineux survenus dans tous les domaines au cours de la seconde partie du xx^e siècle.

*Abd El Hadi Ben Mansour
Cnrs - Paris*